Projet de règlement grand-ducal

portant nouvelle fixation des montants du revenu minimum garanti et du revenu pour personnes gravement handicapées

---

Avis du Conseil d'État

(6 décembre 2016)

Par dépêche du 22 novembre 2016, le Premier ministre, ministre d'État, a soumis à l'avis du Conseil d'État le règlement grand-ducal sous rubrique, élaboré par le ministre de la Famille et de l'Intégration. Le texte du projet de règlement grand-ducal était accompagné d'un exposé des motifs, d'un commentaire des articles, d'une fiche d'évaluation d'impact ainsi que d'une fiche financière.

L'avis de la Chambre des fonctionnaires et employés publics, de la Chambre des salariés, de la Chambre de commerce, de la Chambre des métiers, de la Chambre de l'agriculture et du Conseil supérieur des personnes handicapées qui ont été demandés, n'ont pas encore été communiqués au Conseil d'État au jour de l'adoption du présent avis.

Considérations générales

Le projet de règlement grand-ducal sous avis trouve son fondement légal dans l'article 5, paragraphe 6, de la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti qui prévoit que les montants inscrits audit article « peuvent être augmentés, en une ou plusieurs étapes, par règlement grand-ducal à prendre sur avis du Conseil d'État, jusqu'à concurrence de vingt-cinq pour cent », ainsi que dans l'article 25 de la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées prévoyant que « le montant [du revenu pour personnes gravement handicapées] est adapté à l'augmentation du montant du revenu minimum mensuel garanti ».

Selon les auteurs, le règlement grand-ducal sous examen vise à augmenter les montants de 1,4 pour cent du revenu minimum garanti (ci-après « RMG ») et du revenu pour personnes gravement handicapées (ci-après « RPGH »), afin d'éviter que l'augmentation des taux du salaire social minimum prévu par le projet de loi portant modification de l'article L. 222-9 du Code du travail en vue d'adapter le salaire social minimum (dossier parl. n° 7085), ne se trouve neutralisée dans le chef des salariés bénéficiaires d'une allocation complémentaire au titre du RMG.

Selon l'exposé des motifs, le Gouvernement « a voulu faire un geste supplémentaire dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale » en attendant la finalisation du projet de réforme de la législation concernant le RMG prévu dans le programme gouvernemental.

Le Conseil d'État note qu'après deux adaptations consécutives du SSM¹ sans adaptation conjointe du RMG, le Gouvernement entend rétablir le parallélisme entre l'évolution du SSM et du RMG, voire du RPGH.

L'adaptation des montants du RMG conjointement au relèvement du salaire social minimum traduit le souci de veiller à ce que l'écart entre les revenus professionnels et les barèmes du RMG ne continue à se creuser.

Le Conseil d'État peut marquer son accord avec le projet de règlement grand-ducal lui soumis pour avis.

Observations d'ordre légistique

Préambule

L'indication des paragraphes est à mettre entre parenthèses lors de la subdivision des articles. Par contre, lors de la référence à un paragraphe dans le libellé du texte, le numéro de paragraphe n'est pas à faire figurer entre parenthèses.

Il y a lieu d'écrire « article 5, paragraphe 6, » au premier visa.

Au deuxième visa, il y a lieu d'écrire « loi modifiée du 12 septembre 2003 (...) ».

Le considérant relatif à la consultation des chambres professionnelles est à adapter en fonction des avis effectivement parvenus au Gouvernement au moment de la soumission du règlement grand-ducal en projet à la signature du Grand-Duc.

La dénomination des chambres professionnelles est à indiquer avec une lettre initiale minuscule. Il y a dès lors lieu d'écrire : « salariés », « commerce », ...

Article 1^{er}

Il y a lieu d'indiquer le premier article comme suit : « **Art. 1^{er}.** »

Le premier paragraphe est à indiquer comme suit : « paragraphe 1^{er} », et les numéros des paragraphes 2 et 3 ne sont pas à mettre entre parenthèses.

Il y a lieu de remplacer les tirets par une numérotation continue en recourant aux chiffres arabes 1 à 4, suivis d'un point : 1., 2., 3., 4.

Aux tirets 1 à 4, il y a lieu d'insérer le terme « paragraphe » entre le numéro de l'article et le numéro du paragraphe visé.

---

¹ Loi du 19 février 2015 modifiant l'article L. 222-9 du Code du travail ; Loi du 26 décembre 2012 portant modification de l'article L.222-9 du Code du travail

Article 2

La date d'entrée en vigueur est à libeller comme suit :
« 1^{er} janvier 2017 ».

Ainsi délibéré en séance plénière, le 6 décembre 2016.

Le Secrétaire général,

s. Marc Besch

Le Président,

s. Georges Wivenes